

Environnement et développement : un débat à poursuivre

ROSSI, Georges (2000) *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*. Paris, CNRS (Coll. « Espaces et milieux »), 248 p. (ISBN 2-271-05794-9)

Steve Déry, , PhD

Volume 47, numéro 132, décembre 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/008091ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/008091ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

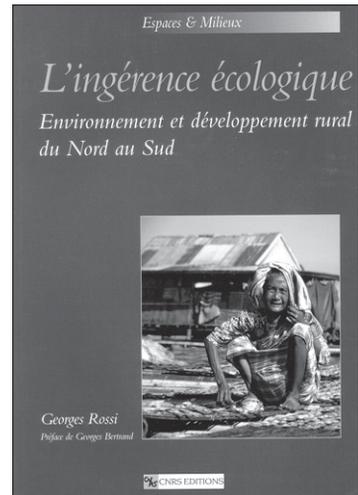
Citer cet article

Déry, S. (2003). Environnement et développement : un débat à poursuivre / ROSSI, Georges (2000) *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*. Paris, CNRS (Coll. « Espaces et milieux »), 248 p. (ISBN 2-271-05794-9). *Cahiers de géographie du Québec*, 47(132), 465–472. <https://doi.org/10.7202/008091ar>

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT : UN DÉBAT À POURSUIVRE

Steve Déry, PhD
Département de géographie
Université Laval
lynxnarud@excite.com

ROSSI, Georges (2000) *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*. Paris, CNRS (Coll. « Espaces et milieux »), 248 p. (ISBN 2-271-05794-9)



« L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même »
(Reclus, *L'homme et la terre*, [1906], 1998)

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT, UNE INGÉRENCE ÉCOLOGIQUE?

L'environnement, icône du monde scientifique contemporain, à la fois écueil et tremplin du capitalisme expansionniste, thème de recherche pléthorique des dernières décennies, lié au développement et à ses multiples facettes : tel est le sujet de l'ouvrage de Georges Rossi, qui invite à la réflexion et au débat : *L'ingérence écologique. Environnement et développement rural du Nord au Sud*. Fort d'une expérience de terrain vaste et diversifiée, G. Rossi prend la mesure de ce qu'il appelle l'ingérence écologique, soit la façon dont l'Occident (pour lui, Europe de l'Ouest et Amérique du Nord), après avoir donné naissance à « l'environnement » a tenté et tente toujours d'imposer sa vision environnementale aux pays du « Sud ». Il propose une réflexion sur la place de l'environnement dans les divers programmes et les actions de développement entreprises par les pays les plus riches dans les pays les plus pauvres de la planète. Le ton est provocateur à dessein, parfois cinglant, en particulier envers les tenants de « l'écologie profonde » : « ces courants [...] montrent à quelles dérives (ou délires) on peut aboutir lorsque le souci écologique est accaparé par des idéologues ou des minorités agissantes comme moyen de pression et de pouvoir » (p. 35). L'objectif est clair : il s'agit de remettre en question la façon dont la notion d'environnement a été intégrée au développement et, ainsi, d'ébranler plusieurs certitudes parfois érigées en axiomes.

Le livre s'articule en neuf chapitres et un épilogue. L'auteur présente d'abord, dans les trois premiers chapitres, les diverses approches, relate les origines et la « naissance » de l'environnement (chapitre 2), puis « l'exportation du mythe » (chapitre 3). Dans les quatre chapitres qui suivent, on accompagne l'auteur dans un

tour d'horizon amorcé dès le chapitre 3, de la Tanzanie au Brésil, en passant par le Vietnam, avec retour à Madagascar et en Guinée... mais on s'y perd un peu. Le fil conducteur entre les chapitres, et parfois même à l'intérieur de ces chapitres (par exemple, chapitre 7, « La forêt peut cacher l'arbre »), reste parfois ténu : ceux-ci sont davantage juxtaposés que logiquement organisés. Ceci tient en partie au fait que certains chapitres, même s'ils ont été enrichis, avaient déjà été publiés séparément (chapitres 5, 6 et 7, voir Rossi 1998a et 1998b). Le chapitre 9 et l'épilogue reviennent judicieusement sur les idées énoncées au départ en insistant davantage sur les façons de sortir du carcan des certitudes biaisées. La bibliographie est riche, près de 500 entrées, et fort diversifiée. D'aucuns trouveront maladroit de vanter les mérites de cette richesse en spécifiant qu'elle a été « acquise notamment auprès des chercheurs et des travaux de langue anglaise, trop souvent méconnus » (préface de Georges Bertrand, p. 7). Cette remarque est incongrue, car dans le monde de la recherche, il est essentiel de diversifier ses sources en faisant appel aux travaux réalisés dans d'autres langues que la sienne, et tout particulièrement en anglais. Par ailleurs, l'avertissement initial de l'auteur quant à l'impasse qu'il a dû faire sur le plan bibliographique (viser à juxtaposer les approches, pas l'exhaustivité, p. 12) s'avère insuffisant pour justifier l'absence de certains ouvrages ou études particulièrement éclairants concernant les questions centrales de son argumentation. J'y reviendrai plus tard.

Sur le plan scientifique, cet essai de G. Rossi contribue certainement à faire progresser la réflexion et les débats concernant les relations entre environnement et développement. Il insiste beaucoup sur les conséquences des programmes environnementaux mis en place par les gouvernements pour leurs populations respectives. Il illustre (en bombardant littéralement le lecteur d'exemples souvent judicieux) les déséquilibres, les ruptures, les désarticulations dans les systèmes d'organisation de l'espace et de mise en valeur, causés par les divers projets subventionnés par les pays d'Europe ou d'Amérique du Nord, comme les réserves forestières (pp. 61 et 65), par exemple. Non seulement critique-t-il les projets et leurs conséquences, mais il vitupère aussi contre les discours eux-mêmes, ceux-ci servant souvent à justifier l'existence de ceux-là. Le chapitre 6 (« L'érosion n'est plus ce qu'elle était ») est particulièrement éloquent. En analysant le cas du massif du Fouta-Djalon, il critique avec justesse les excès des discours passés ou récents, comme celui du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Forêt de la Guinée, qui affirmait en 1995 : « Quand on brûle un arbre au Fouta-Djalon, c'est le taux de carbone qui augmente dans l'atmosphère, [...] c'est Tombouctou qui manquera d'eau en fin de saison sèche ». Pourtant, comme le mentionne ensuite G. Rossi, « la catastrophe annoncée depuis un siècle comme imminente ne s'est toujours pas produite » (p. 123). Toutefois, cela ne veut pas dire qu'elle ne se produira pas.

Le thème de la conservation est un autre thème itératif, y compris dans l'épilogue (« Les lendemains de l'incertitude ») : G. Rossi insiste particulièrement sur les dangers de ses dérives. « Deux États ne sont jamais identiques et les écosystèmes – anthropisés ou non – ne rebrousse jamais chemin. C'est en cela que la conservation est un leurre » (p. 222). Bref, dans un écosystème donné, l'équilibre, la stabilité ne sont que des exceptions passagères, alors que le changement et le dynamisme naturels (pas la dégradation artificielle) constituent plutôt la norme (chapitre 5, en particulier, p. 105 et aussi pp. 219-222). Élisée Reclus l'avait compris il y a cent ans et d'autres ont

alimenté un important débat à ce sujet dans les années 1990 (voir, par exemple, l'excellent article de David Wood, 1995, qui ne figure pas dans la bibliographie). Toutefois, il ne faut pas confondre la dynamique naturelle et la dégradation artificielle, causée par les humains, et qui conduit souvent à la destruction des écosystèmes. La durabilité comprend les processus de changement naturels. Et, de poursuivre G. Rossi : « Les Occidentaux ont été tellement persuadés de découvrir un monde encore vierge que les indigènes étaient (sont toujours) en train de détruire qu'ils en ont oublié de considérer que ces milieux ne dataient pas de leur arrivée. Ce que l'Occident a considéré, le jour où il l'a découvert, comme « naturel » n'est qu'un moment particulier d'une longue histoire de ces écosystèmes et de ces sociétés [...], un parfait idéal à partir duquel tout se dégrade [...], un état zéro » (p. 19). L'Afrique, à cet égard, fournit à l'auteur un bon exemple : au milieu du XIX^e siècle, le climat de l'Afrique a été particulièrement pluvieux; on était vers la fin d'un petit âge glaciaire. Cette situation ne constituait pas un état « normal »; mais l'assèchement du début du XX^e siècle a été perçu comme une dégradation dont la population locale était responsable, alors qu'elle n'avait rien à y voir. Par ailleurs, G. Rossi considère que les savoirs locaux doivent conserver une place substantielle dans toute entreprise de développement : l'Occident ne doit pas imposer une vision uniforme, figée et extérieure (voir l'épilogue, entre autres).

UNE CRITIQUE CONSTRUCTIVE POUR UN DÉBAT À POURSUIVRE...

L'essai soulève de nombreuses questions (c'était d'ailleurs son objectif), mais certaines d'entre elles ont été éludées un peu rapidement par l'auteur. L'objectif du propos qui suit est d'apporter à l'ouvrage un complément de réflexion, d'ouvrir davantage le débat, en quelque sorte, mais sans non plus prétendre faire le tour de la question.

Nord contre Sud, ou une seule planète?

La première question qui mérite d'être soulevée à la lecture du livre de G. Rossi et des études similaires qui abordent le même thème est la suivante : le discours actuel ne fait-il que conforter l'approche dichotomisée et axiomatique des questions de développement? On ne prend même plus la peine de définir ce que l'on entend par « Occident », « Nord », – on devine qu'il s'agit de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord – et « Sud », alors qu'ils apparaissent souvent au cœur de l'argumentation. De plus, ces ensembles ne sont que rarement envisagés selon leurs particularités, mais sont présentés plutôt comme des ensembles uniformes. Par exemple, G. Rossi énonce clairement qu'il se contente de désigner par *Sud* l'ensemble des « pays pauvres du monde intertropical » sans plus d'explication : « on dit aujourd'hui du Sud » (p. 11). Il oppose ainsi l'Ouest (plus souvent que le Nord – que l'on trouve dans le titre) et le Sud. Alors qu'il critique d'une part, à juste titre, l'ethnocentrisme des politiques environnementales occidentales, son argumentation fait appel à une représentation du monde qui doit aussi être ébranlée : les problèmes de développement ou environnementaux n'ont que faire des frontières étatiques ou des limites imposées par les représentations; ils s'inscrivent au sein de systèmes ou de réseaux complexes se manifestant à plusieurs échelles et développant des ramifications sur l'ensemble de la planète.

L'environnement est-il un mythe ou une réalité des sociétés occidentales?

Le deuxième point de discussion dans l'argumentation soulevée par G. Rossi concerne les « écologies » ou les conceptions environnementales tant de l'Occident (le Nord?) que du Sud. D'une part, quelques travaux importants, des jalons historiques, ont été négligés et auraient mérité une part d'attention dans cet examen des « origines de l'écologie occidentale » (p. 30). D'autre part, l'auteur conclut, sans comparaison aucune, à la naissance de l'environnement en Europe de l'Ouest, dans le monde judéo-chrétien.

Je présenterai ici, pour nourrir la réflexion, cinq ouvrages qui méritent selon moi d'être évoqués : en premier lieu, celui d'Élisée Reclus. Déjà, dans son livre *L'homme et la nature*, d'abord publié entre 1906 et 1908, puis réédité en 1982 avec les commentaires de Béatrice Giblin (ce dernier livre ayant fait l'objet d'une réédition intégrale en 1998 : Reclus, 1998), Reclus expliquait clairement que le milieu naturel n'est pas statique mais « dynamique », et « que seule la connaissance de cette dynamique permet de bien utiliser, de bien exploiter les ensembles naturels » (Reclus, 1998 : 81). Pour sa part, Robert Harrison, dans son livre *Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental*, publié en 1992, propose une réflexion fort judicieuse sur la relation entre l'homme occidental et la forêt, et plus généralement la nature. Ainsi, dit-il, « En plein centre, on finit par oublier qu'on est dans une clairière » (p. 345); et, poursuivant plus loin, « Qu'on l'appelle disparition de la nature, disparition de l'habitat sauvage, ou disparition de la diversité des espèces, derrière l'inquiétude des écologistes se cache la peur enfouie de la disparition des frontières, sans lesquelles l'habitat de l'homme perd son fondement » (p. 247). Dans la même veine, R. Harrison vante les mérites de l'un des premiers contemporains à avoir étudié les rapports entre l'homme et la nature, Georges Perkins Marsh. Son *Man and Nature*, publié en 1864 (réédité en 1965), constitue un tour d'horizon exhaustif de ces rapports, même s'il ne concerne au premier chef qu'un territoire restreint aux États-Unis. En effet, Marsh évoque la modification, l'introduction et l'éradication d'espèces végétales ou animales. En dépit des croyances du temps, il percevait déjà le danger qu'il y a à faire fi de ce qu'on ne connaît pas suffisamment : « *But our inability to assign definite values to these causes of the disturbance of natural arrangements is not a reason for ignoring the existence of such causes in any general view of the relations between man and nature. And we are never justified in assuming a force to be insignificant because its measure is unknown, or even because no physical effect can now be traced to it as its origin* » (p. 112). Les ouvrages de Thomas *et al.* (1956) et de B.L. Turner II *et al.* (1990) s'inscrivent dans la foulée de ces réflexions. Dans le premier, P. B. Sears mettait déjà en garde le monde scientifique contre des représentations tronquées de l'érosion, un processus naturel qui n'est pas toujours causé par l'homme et peut être source de richesse (Sears, 1956 : 476). Ces deux recueils, qui ensemble totalisent presque 2000 pages, s'avèrent plus que pertinents pour alimenter le débat, compte tenu de la quantité d'informations fines qu'ils contiennent, mais aussi des réflexions présentées, dont certaines datent pourtant de près d'un demi-siècle.

Pour en revenir à l'essai de G. Rossi, celui-ci ne présente que très succinctement ce qu'il considère comme les écologies du Sud (pp. 59-66), sans vraiment chercher à distinguer les caractères originaux des emprunts. Sur ce point, le livre apparaît un peu réducteur. L'attitude environnementale dans les pays d'Amérique latine,

d’Afrique et d’Asie-Pacifique est-elle vraiment *seulement* imposée par le « Nord » ou ne proviendrait-elle pas *aussi* des sociétés de ces régions, de leur histoire, de leur géographie propre? Un chercheur bien établi, le géographe Philip Hirsch de l’Université de Sydney, en Australie, s’attache, depuis plusieurs années, à comprendre les fondements de l’environnementalisme en Thaïlande. Déjà en 1987, il considérait la déforestation non pas comme une conséquence du sous-développement, mais bien comme une partie intégrante d’une dynamique de développement (Hirsch, 1987 : 129). Dans ses recherches subséquentes, il est loin de représenter l’Occident comme un « gros méchant ». Sans nier l’ingérence occidentale, bien réelle, il adopte une position beaucoup plus nuancée. Ainsi, dans l’introduction d’un recueil de textes publié en 1996, P. Hirsch soutient que l’environnementalisme thaï a certes subi l’influence de l’Occident, mais que ses racines plongent aussi au cœur des traditions bouddhistes locales (Hirsch, 1996 : 2). D’ailleurs, sur le plan étymologique, on trouve des similarités entre le thaï et le français : les mots thaï pour identifier la forêt, *paa* et *theuan*, signifient aussi « sauvage », « illicite », « arriéré » (Hirsch, 1987 : 137); en français, les mots « sylve » et « sauvage » ont la même origine. Hirsch ajoute : « *it has become blatantly apparent that the « developed » world has no monopoly on environmentalism and, less obviously, that within the developing world environmentalism often has its base in the livelihood struggles of the rural poor rather than the aesthetics of emerging middle classes (cf. Gadgil and Guha, 1994 : 130)* » (Hirsch, 1996 : 4). Il aurait pu ajouter alors ce qu’il écrivait déjà en 1989 : « *among the poorer sections [...] environmental politics are often surrogate for deeper rooted political struggles relating to distribution of resources and direction of development* » (Hirsch et Lohmann, 1989 : 441). Cette vision remet en cause celle de G. Rossi pour qui ce « sont les urbains au niveau de vie élevé qui conçoivent ces espaces [de protection environnementale] comme des vitrines sur la nature » (p. 33). D’autres contributions de P. Hirsch concernent aussi la question des forêts et, plus généralement, de l’environnementalisme en Thaïlande (Hirsch, 1990a et 1990b, 1994, 1995; Hirsch et Warren, 1998).

Un rapport géographique ou un rapport de pouvoir?

Un autre point laisse perplexe dans le livre de G. Rossi. Tout au long de son argumentation, il évoque avec moult exemples les interventions déstructurantes de l’Occident dans des régions spécifiques, rurales, souvent marginales à l’intérieur des États, mais il n’est jamais question des peuples ou groupes dominants ou majoritaires de ces mêmes États (Chinois, Thaïs, Viets, « Brésiliens » et autres) et de la façon dont ils pratiquent leur propre « ingérence » écologique. Surtout, ne sont jamais évoqués les cas d’ingérence autres qu’européens de l’Ouest ou nord-américains. Le Japon, la Corée et Taïwan, « s’ingèrent » aussi largement, et peut-être même davantage, au Vietnam, en Indonésie ou ailleurs, y compris dans les régions rurales; même l’Australie (qui n’est ni au Nord ni à l’Ouest!) investit, par exemple, au Vietnam pour y favoriser le développement des puits de carbone, une initiative qui est loin de faire l’unanimité scientifique (Lang, 2001), à juste titre. Tout en admettant à première vue que l’Europe de l’Ouest et l’Amérique du Nord puissent être les champions de l’ingérence (ce serait une hypothèse à vérifier), au moins la comparaison avec le cas japonais aurait-elle permis de conclure de façon moins catégorique (voir par exemple Dauvergne, 1993 et 1997; Maddock, 1995; Katsumata, 1997). Même à l’intérieur de ce « Sud », les cas d’ingérence sont légion : Singapour et la Malaisie au Vietnam; l’Indonésie et la Malaisie au Surinam et au Brésil; la

Thaïlande au Laos, en Birmanie et au Cambodge, pour ne mentionner que des cas du Sud-Est asiatique. Même phénomène en Europe, alors que l'une des questions-clés pour les pays qui souhaitent joindre les rangs de l'Union européenne (UE) demeure l'ajustement de leurs politiques environnementales aux normes de l'UE.

Par ailleurs, cette ingérence déborde largement du cadre écologique ou environnemental; P. Hirsch l'a bien souligné : l'environnementalisme, c'est politique (1994 : 5). Les manifestations modernes d'ingérence, qu'elles soient environnementales ou autres (en Israël, en Chine, au Soudan, au Vietnam, au Mexique, en Équateur, etc.) ne font que reprendre, dans un contexte et avec des moyens différents, des formes d'ingérences beaucoup plus anciennes et plus déstructurantes pour les sociétés ainsi envahies, comme l'utilisation par les Han ou par Jules César en Gaule de paysans-soldats sur les fronts pionniers, il y a plus de 2000 ans. Dans de tels cas, c'est toute la relation entre l'homme et la nature, sa relation au territoire, qui est modifiée, bouleversée, sans retour possible en arrière.

Dans cette optique, les travaux de Rodolphe De Koninck concernant les relations entre la paysannerie et l'État dans la gestion et l'occupation du territoire, relations qu'il qualifie de *compromis territorial*, permettent de comprendre certains comportements de l'État ou des populations paysannes et leurs conséquences sur l'évolution du territoire (De Koninck, 1984, 1986, 1993, 1996, 1998, 2000)¹. Car toute cette mise en cause du développement et de la place qu'y tient l'environnement masque en fait le réel problème, qu'évoque à peine G. Rossi (ex. : pp. 123 et 199), à savoir les questions de pouvoir, à toutes les échelles. Imputer la faute à l'Occident, même en s'appuyant sur des nuances pertinentes, occulte le véritable problème du développement et de l'environnement : les différentes solutions proposées à toutes les échelles ne touchent pas ceux qui disposent du pouvoir d'influer sur la situation, de changer les choses. Pire, elles les confortent parfois dans leur pouvoir, comme on peut le constater lors des négociations actuelles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

UNE NOUVELLE CROISADE?

Plusieurs conclusions et propositions présentées dans l'épilogue de G. Rossi interpellent le chercheur. Elles remettent judicieusement en cause certains dogmes trop facilement repris par les médias et par le grand public. Toutefois, au-delà d'un discours qui dit vouloir défendre une vision locale de la gestion de l'environnement, certains propos surprennent. Ainsi, même si l'on peut regretter le caractère unilatéral de certains discours écologistes, les communautés locales disposent-elles réellement et suffisamment, dans le contexte actuel, de moyens de résister à la pression des grands groupes mondiaux? En effet, dans la situation contemporaine de guerre économique pour le développement et de recherche des investissements étrangers, sans même évoquer les questions de corruption locale, peut-on affirmer sérieusement que, même s'ils le désirent, les États d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine disposent de toutes les clés et de tous les moyens pour gérer au mieux leur environnement? Qui a travaillé longtemps dans ces pays ne peut pas évacuer ces interrogations. Des idées comme « le changement est le moteur du développement, de la diversité », « l'équilibre climacique n'existe pas », « l'être humain et la nature s'adaptent », peuvent être facilement et dangereusement interprétées comme une justification au

laisser-faire et au libéralisme économique à outrance, en faveur d'une ponction minière sur l'environnement, dont les plus grands bénéficiaires seront dans doute avant tout les pays du « Nord », qui continueront à prélever des ressources à bas prix, sans s'inquiéter des conséquences.

Au total, l'exercice de style est positif. Il permet de questionner des *a priori* et des idées reçues trop facilement acceptées. Comme l'auteur dit l'espérer, un tel livre ne peut que soulever discussions et débats, d'autant plus que la volonté de « protéger » les pays du « Sud » des écologistes peut mener à différentes interprétations.

NOTE

- 1 G. Rossi commet une erreur lorsqu'il mentionne R. De Koninck (1997). Certes, R. De Koninck discute des nombreux chiffres disponibles concernant le recul des superficies forestières au Vietnam depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais en aucun cas il ne l'évalue à « 20 % entre 1960 et 1990 » comme le cite G. Rossi (p. 168).

SOURCES CITÉES

- CONKLIN, H. C. (1957) *Hanunoo Agriculture, a Report on an Integral System of Shifting Cultivation in the Philippines*. Rome, FAO (Coll. « FAO Forestry Development Paper 12 »).
- DAUVERGNE, Peter (1993) The Politics of Deforestation in Indonesia. *Pacific Affairs*, 66 (4) : 497-518.
- (1997) *Shadows in the forest. Japan and the Politics of Timber in Southeast Asia*. Cambridge / London, The MIT Press.
- DE KONINCK, Rodolphe (1984) Pourquoi les paysans? *Cahiers de Géographie du Québec*, 28 (73-74) : 261-274.
- (1986) La paysannerie comme fer de lance territorial de l'État. *Cahiers des Sciences Humaines*, 22 (3-4) : 355-370.
- (1993) La paysannerie et l'État : une affaire de compromis... à suivre. *Espaces Temps*, (53/54) : 130-144.
- (1996) The Peasantry as the Territorial Spearhead of the State in Southeast Asia: The Case of Vietnam. *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11 (2) : 231-258.
- (1997) *Le recul de la forêt au Vietnam*. Ottawa, CRDI.
- (1998) La logique de la déforestation en Asie du Sud-Est. *Cahiers d'Outre-mer*, 51 (204) : 339-366.
- (2000) The theory and practice of frontier development: Vietnam's contribution. *Asia Pacific Viewpoint*, 41 (1) : 7-22.
- GADGIL, M. et R. GUHA (1994) Ecological Conflicts and the Environmental Movement in India. Dans D. Ghai (dir.) *Development and Environment: Sustaining People and Nature*. Oxford, UNRISD/Blackwell.
- HARRISON, Robert (1992) *Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental*. Paris, Flammarion.

-
- HIRSCH, Philip (1987) Deforestation and Development in Thailand. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 8 (2) : 129-138.
- (1990a) *Development dilemmas in Rural Thailand*. Singapour, Oxford University Press.
- (1990b) Forests, forest reserve, and forest land in Thailand. *The Geographical Journal*, 156 (2) : 166-174.
- (1994) Where are the roots of Thai environmentalism? *TEI Quarterly Environment Journal*, 2 (2) : 5-15.
- (1995) Deforestation and development in comparative perspective: Thailand, Laos and Vietnam. Dans Collectif (dir.) *Management of Rain Forest in Asia*. Oslo, Centre for Development and Environment, University of Oslo, pp. 1-14.
- HIRSCH, Philip, dir. (1996) *Seeing Forests for Trees. Environment and Environmentalism in Thailand*. Chiang Mai, Silkworm Books.
- HIRSCH, Philip et LOHMANN, Larry (1989) The Contemporary Politics of Environment in Thailand. *Asian Survey*, 29 (4) : 439-451.
- HIRSCH, Philip et WARREN Carol, dir. (1998) *The Politics of Environment in Southeast Asia. Resource and Resistance*. London/New York, Routledge.
- HOLDGATE, Martin (1990) Postface. Dans B.L. Turner II *et al.* (dir.) *The Earth as Transformed by Human Action*. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 703-706.
- KATSUMATA, Makoto (1997) La politique japonaise de l'aide depuis la fin de la guerre froide. Société civile et relations Nord-Sud. *Revue Tiers-Monde*, 38 (151) : 555-568.
- LANG, Chris (2001) Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO) and Australia: Carbon Dumping in Vietnam. *Watershed*, 7 (1) : 60-63.
- MADDOCK, R. T. (1995) Environmental Security in East Asia. *Contemporary Southeast Asia* 17 (1) : 20-37.
- MARSH, Georges Perkins (1864, 1965) *Man and Nature*. Cambridge, Massachusetts, The Belknap Press of Harvard University Press.
- MUMFORD, Lewis (1956) Prospects. Dans W. L. Thomas *et al.* (dir.) *Man's Role in Changing the Face of the Earth*. Chicago, University of Chicago Press, pp. 1141-1152.
- RECLUS, Élysée (1906, 1998) *L'homme et la terre*. Paris, La Découverte.
- ROSSI, Georges (1998a) États, minorités montagnardes et déforestation en Asie du Sud-Est. *Cahiers d'Outre-mer*, 51(204): 385-405.
- (1998b) L'érosion n'est plus ce qu'elle était. *Annales de géographie*, (601).
- SEARS, Paul B. (1956) The Processes of Environmental Change by Man. Dans W. L. Thomas *et al.* (dir.) *Man's Role in Changing the Face of the Earth*. Chicago, University of Chicago Press, pp. 471-484.
- THOMAS, William L. *et al.*, dir. (1956) *Man's Role in Changing the Face of the Earth*. Chicago, University of Chicago Press.
- TURNER II, B. L. *et al.*, dir. (1990) *The Earth as Transformed by Human Action. Global and Regional Changes in the Biosphere over the past 300 years*. Cambridge, Cambridge University Press.
- WOOD, David (1995) Conserved to Death: Are Tropical Forests Being Over-protected from People? *Land Use Policy*, 12 (2) : 115-136.